

Où allons-nous ?

La nouvelle idole

Face aux difficultés, il y a d'autres approches plus intelligentes, plus psychantes, en termes politiques.

Des années avant le Chah, Mokhtar Ould Daddah, en Mauritanien, avait su s'accumuler sur son ciel des nuages qui avaient commencé à l'interpellier, ou à l'infiniment moins dangereusement que le déluge qui submergea Mohamed Rachid Chah Pahlavi. Mais il n'avait aucune raison de laisser son sort suspendu à un coup de hasard et à vivre dans l'angoisse et l'incertitude du lendemain.

Une contestation multiforme, principalement de la jeunesse, l'avait pris pour cible. Elle le désignait tantôt comme un suppôt de l'impérialisme et du néo-colonialisme, tantôt un agent de la société des mines de fer, MIFERMA, tantôt comme un ennemi de la langue arabe et de tout ce qui a trait à l'identité civile de la Mauritanie. Il avait, de plus, senti et la politique à l'échelle nationale et la Mauritanie profonde et sa classe traditionnelle, rompue à la perdition, et sur laquelle il s'était appuyé un moment, avait commencé à le lâcher. Ici, comme toujours, la fidélité est rare, elle est souvent fonction du rapport de force présent ou anticipé. Mokhtar Ould Daddah réagit rapidement, pendant qu'il est temps, que le rapport de force est encore favorable et que sa crédibilité est encore intacte. Dans tout les cas, personnel ne doutait de sa souplesse et de son intelligence politiques. On pouvait être son adversaire ou son ennemi, mais on ne pouvait que reconnaître que c'était un homme velleux : il sait plier et se redresser.

Il commença par remanier le gouvernement de fond en comble, se séparant des ministres qui n'étaient parvenus à leurs postes que par le simple jeu du dosage régional et s'attourant du meilleur coup des meilleurs cadres disponibles sur le marché. La confiance revint. Sans crédibilité gouvernementale, il n'avait pas le pouvoir d'agir en profondeur, ni de prendre et de faire appliquer les décisions hardies qu'exigeait la situation. Avec une certaine adresse, il n'exigea pas des nouveaux venus l'adhésion au parti unique, pourtant institutionnalisé. Les nouveaux venus étaient jusqu'ici critiques, voire opposés pour certains, sans être des agitateurs. Une telle exigence d'adhésion les aurait froissés. L'optimisme - c'était nécessaire impérieuse de la politique - était au rendez-vous et avec lui son corollaire la boucledée d'idées neuves, sans lesquelles on ne sait pas où l'on va. Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va - avait dit Sénèque.

La deuxième étape fut la réforme de l'enseignement pour donner à la langue arabe la place revendiquée.

La troisième pas fut la révision des accords avec l'ancienne puissance coloniale, accords nés avec l'indépendance et qui avaient une valeur de principe, puisqu'ils témoignaient aux yeux de certains la réalité de cette indépendance, toujours perçue comme une autonomie interne. Le climat de l'époque était au progrès et à la révolution. Les ondes amorties de la Révolution culturelle chinoise et les échos de la Révolution de Mai 68 parvinrent d'une certaine façon dans le désert où les gens, par nature, sont toujours curieux et peu conservateurs. Mokhtar, connaissant parfaitement la société mauritanienne, comprit à merveille cet appel au changement et cette nécessité de renouveau.

La quatrième étape, liée à la troisième, fut la sortie de la zone franc et la création de la monnaie nationale, l'Ouguiya.

La cinquième décision fut l'adhésion à la Ligue Arabe, répondant à un sentiment naturel, levé à l'époque par la guerre d'Octobre 1973.

Enfin, le grand coup qui couronna cette série de réformes et de décisions nouvelles pour normaliser la situation fut la nationalisation de la MIFERMA.

Chacune de ces décisions avait ébranlé un certain nombre de gens, opposants ou simples citoyens, positivement et fait pencher la balance un peu plus en faveur du Régime, tant et si bien qu'à la veille de l'affaire du Sahara, il y avait une réelle unanimité autour de Mokhtar. Les opposants, en nombre, étaient les opposants extrémistes d'hier, ceux qui lui avaient tenu la dragée haute.

C'est la qualité de son gouvernement et surtout la maîtrise et le contrôle du personnel politique et administratif d'encadrement qui lui avait permis de faire face aux durs effets de la grande sécheresse de 1973. Il ne craignait aucun moment que les forts contingents d'éleveurs et de paysans démunis qui désertaient, avec armes et bagages, sur Nouakchott - s'installant jusqu'aux portes de la Présidence et demandant un domicile présidentiel des eaux d'eau - ne constituent une source d'instabilité. Tout le monde était convaincu que, en dépit de l'insuffisance des moyens, le maximum était fait. Un plan d'urgence, sans pré-

cedent et d'une efficacité remarquable, fut mis en place et exécuté.

Mokhtar ne se contentait pas d'entendre la vérité. Il cherchait. Il demandait avec insistance aux gens d'une certaine consistance qu'il recevait en audience de lui dire non seulement leur point de vue en toute franchise, mais aussi ce que les gens disent de son régime et des politiques poursuivies. Il tenait, de plus, personnellement séminaires ouverts et il n'est pas excessif de dire que les domestiques et les bergers y étaient invités sur cartes et interpellait le Président comme un "camarade". En tout état de cause, aucun ostracisme ne frappait ceux qui voulaient s'y exprimer, quels que soient leurs excès de langage et leur manque de réalisme. Mokhtar Ould Daddah, Secrétaire Général du parti institutionnalisé et Président de la République fut, à plusieurs reprises, pris à partie, personnellement, dans des séminaires, sans qu'il s'en suive de mauvaise désagrément pour les auteurs de ces attaques.

Le piège du Sahara s'est noué par un autre concours de circonstances, sans rapport avec la volonté de l'intéressé et sans rapport avec la politique suivie. N'eût été l'affaire du Sahara, Mokhtar Ould Daddah serait mort l'année dernière sur le fauteuil présidentiel, sans qu'il y ait de 10 Juillet et encore moins de 12 Décembre.

Ces choses, pouvant être dites maintenant que l'homme n'est plus pour l'histoire et surtout pour leur valeur d'exemple.

La question inaltérable, vitale aujourd'hui, est : comment expliquer, comment comprendre que le Régime en place n'ait pas estimé nécessaire de traiter la situation que nous vivons, qui inquiète tout le monde, qui n'a plus besoin d'être caractérisée ou qualifiée. Dans quel gât-apens est-il tombé pour s'exempter de traiter de nos problèmes, de ses problèmes.

Une rumeur persistante accrédite l'idée, que l'esprit réjette, que la raison réjette, que la logique réfute, que les autorités ne reconaissent pas l'existence d'une crise grave et profonde. Pas de crise ? De grâce ! Je ne suis bernons pas. Nous sommes, hélas, dans la situation de la Chine, en moins grandiose, décrite par André Malraux vers 1926 : "La Chine vacille comme un édifice en ruines, et l'angoisse n'y vient ni de l'incertitude ni des combats, mais du poids de ce toit qui tremble."

Pas de crise ? Et ceux qu'on enfame, ceux qu'on torture, ceux qu'on juge, ceux qu'on menace, ceux qu'on effame, ceux qu'on exclut, ceux qu'on contraint à l'exil ? Qu'est-ce qu'ils révèlent ? Et ces femmes qu'on embastille pour un mot ou pour un papier, au mépris de toutes les traditions de cette société et dont l'une accouche pratiquement dans le bureau du régisseur de la prison. Et ces bébés séparés de leurs mères. Et ceux qui révent de fuir, de brûler, de prendre leur vengeance ? Ils n'ont plus que la conscience de l'injustice et de la souffrance. Ils veulent la vengeance et non la justice. Et ceux qui ont opté pour la violence, quantant simplement le moment opportun : demain, après-demain, le mois prochain, le semestre prochain. Et ceux qui considèrent les méthodes politiques pacifiques ridicules, dépassées, sans rapport avec la réalité politique comme telle, une partie de temps. Et ceux, nombreux, qui sont solidaires avec les putschistes sans les connaître, sans connaître leur programme, s'ils en ont un, qui approuvent leurs méthodes et leurs moyens sans exceptions.

Et ces citoyens anonymes dans les marches, dans les bus, dans les taxis, dans la rue, qui sont dans le désarroi, qui s'interrogent désespérément sur l'avenir, sur ce que nous serons, où nous allons.

Et cette démocratie vantée dans laquelle les partis légaux sont dans l'impossibilité d'entreprendre la moindre protestation, tenir le moindre meeting, organiser le moindre marche, ou la presse est saisie ou interdite.

Et cet Etat de droit où les lois ne s'appliquent pas aux riches et aux puissants, où les gens ayant une opinion politique vont obligatoirement en prison, où l'Habeas Corpus est inconnue.

Et cette économie, apanage de quelques individus et de cette perte de confiance dans les institutions, dans les scrutins, dans les politiques poursuivies, auxquels les gens ne répondent plus qu'en torquant les lèvres de côté, en signe de mépris. La défiance et le rejet de tout ce qui se fait, ajoutés au sentiment d'injustice ne sont-ils pas seuls, en eux-mêmes, suffisants, graves et symptomatiques d'une profonde crise ? Les meilleures bonnes volontés ne savent plus quels remèdes ils ont. Personne ne sait où ils mènent.

Et cette crédibilité qui dévore ? Je vais-il faut user du "je" si inconvenant, mais il se met parfois en travers - conter une expérience, une seule, qui l'a anéanti.

Il y a un peu plus d'un an, j'ai été arrêté

PAR MOHAMED YEHDH OULD BREIDELEIL

chez et en même temps que Devely Ould Chein. Nous avions été emmenés, en même temps que d'autres personnes, en prison. Ce jour-là, j'ai ajouté une nouvelle perle à mon chapelet des horreurs. J'ai compris, définitivement, que l'individu ici n'est rien. Une simple hypothèse non vérifiée, bonne à être piétinée. Pourtant, je savais que le citoyen ne jouissait pas d'une considération mesurée. De plus, j'ai connu moi-même l'humiliation, la privation et la faim dans les prisons, leur froid et leurs moustiques acharnés, le silence traumatisant, non des cellules, mais des prisons individuelles, des années durant, la torture et la maladie sans médicament et sans médicament, la promiscuité affolante de prisons surpeuplées, repaires de bandites, de criminels et d'assessins, l'angoisse de l'individu traqué pour être accroché à la potence, pour rien, pour en faire un exemple.

Mais ce 6 Novembre 2003, quand nous avons été dévalés par moi de marche supérieure de l'escalier de l'étage vers le rez-de-chaussée, j'ai compris ce que c'est le déchaînement des chiens lancés à la poursuite du gibier, leurs longues dents et leur mine funeste, leur avidité de sang et leur acharnement, une fois le forfait accompli, et leur impatience à obtenir leur quartier, une fois l'animal dépecé. J'ai vu la fureur d'individus conditionnés, malheureux de n'avoir pas eu l'occasion de donner des coups de poings, de matraques et de botas.

La prise de conscience n'est pas forcément déclenchée par l'événement la plus grave de la vie, elle est parfois suscitée simplement par le choc le plus inattendu ou le moins justifié. Peut-on rire, après tout ce ? Oui, j'ai ri après. Voilà dans quelles conditions.

Après notre arrestation, nous avons été détenus pendant deux mois. Nous avons été jugés et condamnés par une cour qui s'est spontanément qualifiée de criminelle, dans une affaire dont nous ignorions tout, absolument tout. C'est par l'interrogatoire de police, du juge et du tribunal lui-même que nous nous sommes familiarisés avec "notre affaire", apprenant son nom de code, Grab I, et petit à petit les détails et les objectifs de ce "plan" visant, semble-t-il, à prendre le pouvoir par la rue. C'est l'une des erreurs judiciaires, ou des injustices simplement, les plus grotesques qu'on nous ait jamais donné de connaître ou d'entendre, et ce n'est pas qu'elles fussent rares.

Lorsque le président de la Cour m'a lu les nombreux chefs d'accusations pour lesquels je suis jugé, aussi graves les uns que les autres, je n'ai pu m'empêcher de sourire. Le président du tribunal a dû être étonné. Il m'a simplement regardé. Mais il n'avait pas posé de question sur un sourire si déplacé. Sans doute s'il crut que c'est une habitude ou une nature. Lorsqu'il m'a posé alors la question : "répondrez-vous mes faits ?" j'ai vu toutes les peines du monde s'écrimer sur mon front, m'étranglant et qui aurait été scandaleux inutilement. Sentant monter en moi l'ilarité, j'ai mobilisé toutes mes énergies intérieures, toute ma volonté, pour sublimer cette affectivité et pouvoir dire "non". Je n'ai pu y ajouter aucun éclaircissement, heureux d'avoir pu répondre normalement.

Je suis arrivé devant ce tribunal sans croire en mon procès, bien qu'il soit prévu depuis longtemps et notifié formellement. C'est comme si on me jugeait pour avoir mis la veille, à un hôtel aux Iles Maldives. C'est complètement surréaliste. La seule sortie honorable pour cette cour, à mon sens, eût été de dire solennellement : nous nous excusons, ce procès est sans objet, nous nous sommes trompés. Ce serait un procès sans précédent dans les années judiciaires, une audience inédite. Mais rien qui ne soit surréaliste ne pouvant plus sauver cette cour, ni non plus en pleine santé, ni acquiescement.

Un fait était particulièrement troublant : le cadé était serein, sérieux, sans hargne. Cela était étonnant. Soit qu'il jouait un rôle assigné, dans le sens théâtral, dans une mascarade, dans une pièce tragico-comique de mauvais goût, sachant que la sentence est déjà prononcée et qu'elle lui échappe en tout état de cause, soit alors qu'il ignorait tout de la réalité de l'affaire, de ses dessous et de ses objectifs, et qu'il croyait sincèrement que dans cette affaire, pour laquelle il s'était paré d'une toge rouge, il y avait un grain - un seul - d'une toge rouge, et que, probablement, il était en face de criminels rompus au mansonge et au camouflage de leurs forfaits. J'étais le seul à croire à sa bonne foi, ainsi qu'à celle du procureur, et jusqu'à aujourd'hui.

Après la lecture de l'accusation, j'ai cessé d'écouter ne me sentant pas concerné par un procès qui n'était pas le mien et dont le déroulement faisait ridicule. J'appréciais le comique pas le ridicule. Le ridicule des autres m'est aussi pesant, aussi pénible que pour ses propres victimes. J'ai suffoqué lorsqu'on a introduit de malheureux témoins à chargé "il y

avait des témoins à charge ! Il vous plaît. Des prises de tabac aussi consistantes que celles de Frédéric le Grand m'ont aussi aidé à traverser ces moments qui m'ont paru aussi démesurés que les discours de Sobhane Wajil.

J'ai recommencé à écouter, non pas les arguments - ils sont vains - mais par courtoisie lorsque ces admirables avocats se sont mis à plaider, comme d'habitude, une cause perdue. Ils sont ainsi - pour les plus anciens que je connais - depuis près d'un quart de siècle, depuis que ces procès politiques ont fait leur irruption tonitruante sur la scène politique, envahissant le champ politique, faussant le jeu et gâchant le sens même de la politique, ce domaine si noble qui prime, peut-être, celui de l'Education. Toujours les mêmes, la même éthique chevillée au cœur, avec le même dévouement, la même abnégation, scandalisés de toute injustice, comme s'ils la rencontraient pour la première fois de leur carrière ou comme s'ils plaideraient pour la première fois de leur vie. Généreux, humains, pathétiques, on eût dit qu'ils ne vivent pas dans cette société qui s'est délestée subitement de toutes ses valeurs, érigeant à leur place une nouvelle idole : le gain, moins sublimé encore que Lata, Al Uzza et Manata.

De quoi vivent-ils ? Je ne sais. Lors de ce procès, ils m'ont dit que j'étais la personne la plus jugée dans ce pays. Triasta record. Et pourtant ils ne m'ont jamais demandé un sous et ils n'ont jamais accepté d'aborder la question. Mais s'il faut perdre deux mois, du matin jusque tard le soir, pour l'histoire du Grab, pour rien, et recommencer chaque fois qu'il y a un procès politique, on doit vivre chichement. Leur persistance est un cas curieux, inexplicable. Tout milite contre eux : Etat et Société. Leur existence ne peut s'expliquer que par l'absurde. Il arrive, en effet, qu'on découvre une perle précieuse au milieu des immondices. A moins de chercher une explication dans l'antithèse de la dialectique.

Ils exercent leur métier comme on porte un sacerdoce, pour la vie, pour Dieu, pour les misérables. Rappelons le sens de "misérables" pour leur illustre auteur : "Il y a un point où les infortunés et les infâmes se mêlent et se confondent dans un seul mot, mot fatal, les misérables".

Un procès du genre Grab est surtout malheureux pour ceux qui l'ont organisé parce qu'il contribue à faire perdre toute confiance dans les institutions. Malheureusement, il ne s'est pas limité aux organes Exécutif et Judiciaire. Le Législatif, lui aussi, s'en est mêlé, pour que tout sombre, corps et biens en même temps.

L'Assemblée s'est fait un devoir de lever l'immunité d'un député innocent, pas de tout peut-être, mais totalement, complètement, de tout ce dont on l'accusait. Manque de venir pour elle, pas n'importe quel député, il s'agit d'un ange blanc, droit toute sa vie, sincère et toutes circonstances, prêt à affronter le monde entier pour un mot de vérité, un monument reconnu, là où il n'y a plus rien debout un modèle rare dans une société qui a brisé tous ses fils, qui a perdu tous ses repères.

Ce genre d'injustice, d'erreurs et de fautes de mauvaises appréciations et de mauvaises réactions, d'inutiles emportements et d'injustes entêtements est recueilli et ajouté minutieusement, de manière imperceptible : toutes les mauvaises politiques, à toutes les options inexplicables par un Esprit informel qui synthétise tout, dont personne ne connaît le siège que personne n'a délégué, ni chargé de cette mission et qui est perpétuellement ; l'œuvre, s'impose à tous, prend ses décrets irrévocables, sans date et sans signature, et qui sont diffusés automatiquement, instantanément, exécutoires sans discussion.

La première conséquence de cet état de faits est la perte de confiance, la perte de crédibilité. C'est l'une des plus graves manifestations de la crise politique.

Des gens qui ont connu les faits précédents, à plus forte raison s'ils en ont été les victimes, si les Autorités leur annoncent de faits réels, heureux ou dangereux, leur première réaction est de dire c'est la Vieille qui revient, travestie, maquillée, sous ses os peaux. C'est une nouvelle fiction. Une tentative de coup d'Etat sans bruit ? C'est un mot grave. Des armes meurtrières à Toujounine. C'est une invention.

C'est ainsi que la crédibilité est détruite.

(A suivre)

Prochain article : Mieux que le Dialogue